

HMI

Mardi 6 octobre 13h45, salle 1

**Toutes les raisons d'être massivement
en grève jeudi 8 octobre !**

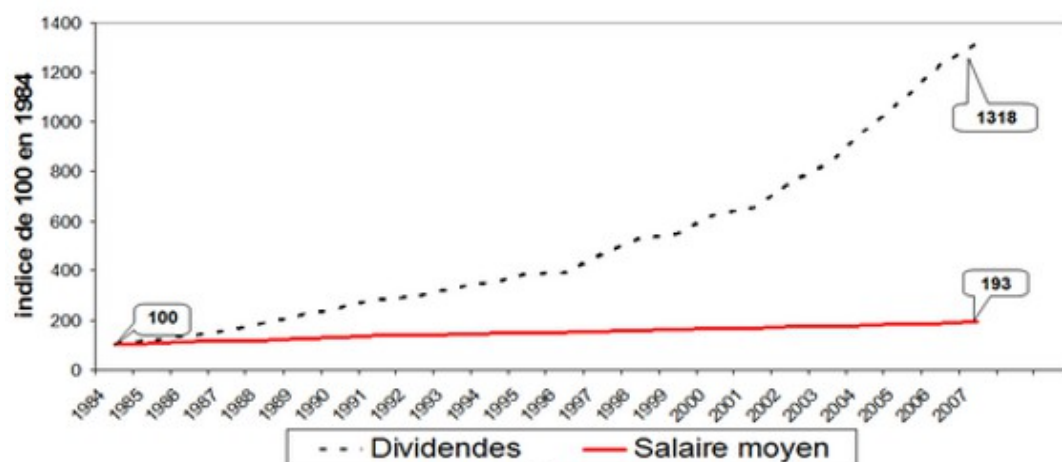
Le Pacte de responsabilité financé par la casse des services publics :

Depuis 2002 c'est 32 000 emplois supprimés à la DGFip. Sur cette même période, au sein des 2 DIRCOFI d'Ile de France Est et Ouest, puis de la DIRCOFI unifiée, la moitié des postes de cadre C et un tiers des contrôleurs en brigade ont disparu.

Dans le même temps entre le CICE et les baisses de cotisations, près de 40 milliards d'euros ont été dépensés avec des effets contraires à ceux annoncés : + 200 000 demandeurs d'emploi, baisse des investissements de 10 % sur les 2 dernières années dans les entreprises du CAC 40...

Non seulement ces exonérations massives n'ont pas enrayer la montée du chômage et de la pauvreté, mais elles n'ont pas servi à financer les investissements des entreprises, qui restent nettement inférieurs au montant des dividendes versés aux actionnaires, qui ont eux explosé pour atteindre aujourd'hui plus de 9% du PIB !

Evolution du salaire moyen et des dividendes



TOUS EN GREVE ET DANS LA MANIFESTATION POUR :

- **Retrait du pacte de responsabilités, CICE ;**
- **Non application du Protocole des Parcours Professionnels et Carrières et Rémunérations ;**
- **La revalorisation du point d'indice ;**
- **L'abandon de la démarche stratégique et de la revue des missions ;**
- **Le maintien du réseau de la DGFIP et l'arrêt des restructurations ;**
- **Le maintien de toutes nos missions au sein de la DGFIP ;**
- **Le comblement immédiat des vacances d'emplois ;**
- **L'arrêt des suppressions d'emplois et la création des emplois nécessaires ;**
- **Le maintien du code du travail ;**
- **Le maintien des statuts particuliers nationaux et le respect de nos droits et garanties ;**
- **L'abandon du RIFSEEP (régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel) ;**
- **Le maintien et le développement d'un service public de qualité et de proximité.**

Et enfin pour répondre à la violation par Manuel VALLS, concernant les parcours professionnels, les carrières et les rémunérations dans la fonction publique (PPCR) **des règles de négociations avec les syndicats dans la fonction publique** (accords de Bercy), et de la parole donnée par sa propre ministre de la fonction publique Marylise LEBRANCHU.

Et au regard des dernières déclarations d'Emmanuel MACRON sur le statut des fonctionnaires. Pour le retrait de ses propos, portant atteinte à la démocratie, considérant qu'être porté aux responsabilités par l'élection était «un cursus d'un ancien temps»,

Tous en grève jeudi 8 octobre !

Manifestation à PARIS à 14h00 Place de la République